



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MAYENNE

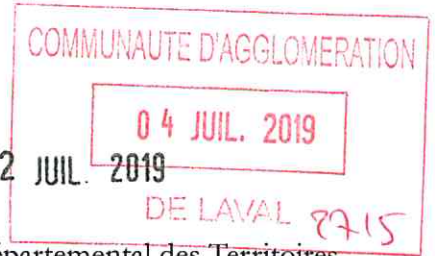
Direction départementale  
des Territoires

Service  
Eau et Biodiversité  
Unité  
Forêt Nature et Biodiversité

Laval, le 02 JUIL. 2019

Le directeur départemental des Territoires

à  
Monsieur le président  
Communauté d'Agglomération de Laval  
Hôtel communautaire  
1, place du Général Ferrié  
CS 60809  
53008 LAVAL cedex



Référence : 53-2018-00059

Affaire suivie par : July Desseaux

Mel : ddt-seb-fnb@mayenne.gouv.fr

Tél. 02-43-67-89-71 Fax : 02-43-56-98-84

Objet : autorisation environnementale du projet de la zone d'activités de la Motte Babin

Pièces jointes : copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Lettre recommandée avec AR n° 1A 156 782 37030

Monsieur le Président,

A l'issue de l'instruction du dossier relatif à l'affaire indiquée en objet, reçu le 23 mars 2018, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint copie de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juin 2019.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, je vous informe que cet arrêté sera affiché en mairie de Louverné, et j'en adresse donc copie à la commune à cette fin, avec le certificat d'affichage correspondant.

L'acte sera également mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture, pendant une durée minimale d'un mois.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La Cheffe du Service Eau et Biodiversité

Christine Cadillon

Copie à : Préfecture - Bureau des procédures environnementales - 46 rue Mazagran - CS 91507 - 53015 LAVAL cédex



**Arrêté préfectoral n° 2019155-001N du 28 JUIN 2019**

**portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 à L. 214-6 du code de l'environnement  
concernant le projet de zone d'activités de la Motte Babin,  
présenté par la communauté d'agglomération de Laval.**

Le préfet de la Mayenne,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu les articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;  
Vu l'article R.214-6 du code de l'environnement ;  
Vu le S.D.A.G.E. (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du bassin Loire-Bretagne en vigueur ;  
Vu l'arrêté du 10 décembre 2014, portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) du Bassin de la Mayenne ;  
Vu l'avis de l'autorité environnementale (Ae) en date du 10 août 2018 émis sur le dossier de demande de d'autorisation environnementale unique ;  
Vu le dossier déposé le 23 mars 2018 par la communauté d'agglomération de Laval, en vue d'obtenir l'autorisation relative au projet de zone d'activités de la Motte Babin sur la commune de Louverné, enregistré sous le n°53-2018-00059 ;  
Vu l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation susvisé émis par la direction départementale des territoires en date du 23 mars 2018 ;  
Vu les avis des services et organismes consultés ;  
Vu la demande de compléments adressée au pétitionnaire en date du 23 mai 2018 ;  
Vu les compléments remis par le pétitionnaire en date du 26 juin 2018 ;  
Vu le mémoire en réponse à l'avis de l'Ae transmis par le pétitionnaire le 7 novembre 2018 ;  
l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2019, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 12 février 2019 au 13 mars 2019 ;  
Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés en date du 10 avril 2019 ;  
Vu la déclaration de projet transmis par le pétitionnaire et validé par le conseil communautaire en date du 17 juin 2019 ;  
Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la communauté d'agglomération de Laval le 23 mai 2019 ;  
Vu les observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté en date du 28 mai 2019 ;  
Vu la déclaration de projet transmis par le pétitionnaire et validé par le conseil communautaire en date du 17 juin 2019 ;  
Considérant que le projet n'est pas de nature à compromettre les habitats et les espèces de faune et de

flore présentes ;

Considérant que les travaux ne sont pas de nature à compromettre l'atteinte du bon état écologique tel que fixé par la directive 2000/60/CE établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Considérant qu'il convient de garantir une gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le projet présenté est compatible avec le SDAGE du bassin Loire-Bretagne et avec le SAGE du bassin versant de la Mayenne;

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur émis en date du 10 avril 2019 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Mayenne ;

## **A R R E T E**

### **TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 : bénéficiaire de l'autorisation**

La communauté d'agglomération de Laval – 1 place Général Ferrié, 53 000 LAVAL - représentée par son président, est bénéficiaire de l'autorisation, définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

#### **Article 2 : objet de l'autorisation**

La présente autorisation pour la réalisation des travaux de la zone d'activités de la Motte Babin sur la commune de Louverné pour une surface de 28 hectares, tient lieu d'autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

#### **Article 3 : périmètre des travaux**

La présente autorisation concerne la commune de Louverné, lieu-dit la Motte Babin, parcelles cadastrales n° ZM 119, 172, 178, 179, 180, 181, 183, 233, 234, 236, 182 partie, 240 partie.

#### **Article 4 : rubriques de la nomenclature**

Les rubriques concernées de l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

N°	Libellé des articles	Procédure	Justification
<b>TITRE II : REJETS</b>			
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Autorisation	La zone d'activité représente une surface d'environ 28 ha.

## TITRE II : DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES

### **Article 5 : conformité au dossier et modifications des aménagements**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet de la présente autorisation, sont situés, installés, réalisés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Au présent arrêté, le terme « dossier » fait référence aux documents joints à la demande d'autorisation dans sa version de mars 2018.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice de l'activité ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement.

### **Article 6 : périodes de réalisation des travaux**

Les travaux sont réalisés en période où les précipitations sont les moins importantes afin d'éviter le plus possible le lessivage et l'érosion par les eaux de ruissellement.

Ils sont réalisés en dehors des périodes de nidification de la faune aviaire en ce qui concerne les travaux sur la végétation.

Les terrassements se font préférablement au fur et à mesure de l'avancement des travaux afin de limiter la période d'exposition au ruissellement.

Des aires spécifiques destinées au stockage des carburants et à l'entretien des engins sont aménagées dès le début du chantier à distance des écoulements, afin de réduire les risques de pollutions accidentelles.

### **Article 7 : information de la réalisation des travaux**

Le service chargé de la police de l'eau de la direction départementale des territoires (DDT) et le service départemental de l'agence française pour la biodiversité (AFB) sont obligatoirement prévenus de la date de début des travaux, et cela au moins 15 jours avant cette date.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors des périodes autorisées, sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées aux articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement.

### **Article 8 : caractère, durée et caducité**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L181-22 du code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation devient caduque si les travaux projetés n'ont pas fait l'objet d'un commencement de réalisation substantiel dans un délai de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté.



## **Article 9 : déclaration des incidents ou accidents**

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L181-3 et L181-4 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

## **Article 10 : cessation et remise en état des lieux**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L. 181-23 pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 181-3 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

## **Article 11 : accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

## **Article 12 : droit des tiers - autres réglementations**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

# **TITRE III : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES ET A LA BIODIVERSITE**

## **Article 13 : prescriptions spécifiques – mesures d'évitement et de réduction**

### **13-1 : mesures d'évitement en faveur des zones humides et de la biodiversité**

Des mesures d'évitement sont mises en œuvre pour préserver les secteurs d'intérêt environnemental identifiés dans le dossier d'autorisation, à savoir :

- la zone humide et ses abords pour une surface d'environ 1,25 ha ;
- la mare située au sud de la zone (environ 1500 m<sup>2</sup>) ;
- les reliquats de trame bocagère dans la partie Est de la zone (environ 700 ml) ;
- le petit boisement situé dans l'ancienne carrière à l'Est de la zone et la prairie attenante située sur sa limite Nord (environ 5300 m<sup>2</sup>).

L'ensemble de ces mesures d'évitement permet de maintenir le patrimoine végétal, de ne pas impacter d'habitats naturels où des espèces protégées ont été repérées.

Ces mesures figurent en annexe 1 du présent arrêté.

### **13-2 : mesures de réduction en phase chantier**

Ces mesures figurent en annexe 1 du présent arrêté.

#### **13-2-1 : mesures spécifiques aux habitats et espèces :**

Des mesures générales de réduction des impacts sur les espèces et les habitats sont mises en place afin d'éviter les mortalités et la perturbation des cycles biologiques selon les groupes d'espèces visés et portant sur l'adaptation des périodes d'intervention en phase chantier, la limitation de l'emprise des chantiers, la circulation des engins et les interventions autour des mares, des milieux naturels remarquables et sur les sols hydromorphes.

Les travaux sur haies prévues sur la partie Ouest de la zone sont réalisés en dehors de la période de nidification pour ne pas perturber le cycle de l'avifaune.

Aucune intervention ne sera réalisée au Sud-Est du projet au niveau des mesures compensatoires de la LGV.

Ces préconisations sont concrètement répercutées en amont de l'organisation des chantiers aux entreprises chargées d'effectuer les travaux. Des dispositifs de protection physique seront implantés avant le démarrage des travaux.

#### **13-2-2 : mesures spécifiques à la gestion des eaux pluviales et la prévention des pollutions :**

Avant la phase travaux, une notice de précautions auprès des entreprises est élaborée en précisant :

- les aires de stockage, les moyens de protection contre le ruissellement des fines ;
- les mesures de protection pour l'aire de garage/l'entretien des engins ;
- les personnes responsables et à prévenir en cas d'incidents ;
- les travaux de terrassement sont réalisés autant que possible en dehors des périodes pluvieuses ;
- le réseau primaire de collecte des eaux pluviales est mis en place au début du chantier ;
- des zones de rétention positionnées à l'aval de chaque secteur de terrassement sont les premiers aménagements réalisés de façon à intercepter les eaux chargées issues du chantier. Un filtre à paille ou géotextile complète la protection. Pour ces ouvrages provisoires, un curage de ces zones est réalisé avant leur comblement.

La mise en œuvre de ces mesures de réduction doit permettre de réduire et d'éviter le risque de colmatage des réseaux, ainsi que le risque de pollution des milieux récepteurs.

### **13-2-3 : accès aux secteurs de travaux**

Les accès aux zones de travaux sont localisés avant la phase chantier.

Si l'accès à une zone de travaux ne peut s'effectuer que par une zone humide, il se fait par l'endroit le moins impactant.

Chaque fois que nécessaire, les zones naturelles à enjeux de conservation sont balisées à l'aide de piquets et de rubalises.

Pour prévenir l'empiétement par les engins de chantier des zones écologiquement sensibles identifiées dans le dossier, des panneaux d'informations aux entreprises sont mis en place à proximité de ces secteurs.

### **13-3 : remise en état des lieux**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les accès aux différents points du chantier sont neutralisés et remis en état. Tous les matériels, matériaux, gravats et déchets sont évacués du site.

Les déblais issus des travaux sont déposés en dehors des zones humides.

## **Article 14 : gestion des eaux pluviales**

### **14.1 : dispositions générales**

La gestion des eaux pluviales et des écoulements hydrauliques est conforme au dossier de demande d'autorisation et figure sur le schéma en annexe 1 du présent arrêté.

La voirie existante est conservée et utilisée comme voie principale.

### **14.2 : description des travaux et prescriptions**

Afin de compenser l'imperméabilisation des sols, des ouvrages de rétention paysagers sont mis en place. Ils sont complétés par des systèmes de collecte à ciel ouvert favorisant l'infiltration et des ouvrages de dépollution spécifiques.

Un réseau de 2500 ml de noues et fossés collecte et achemine les eaux pluviales du projet vers les ouvrages de régulation avant rejet.

Conformément au dossier, un débourbeur-séparateur à hydrocarbures est installé sur chaque lot susceptible de générer une pollution.

Le rejet des eaux pluviales, après régulation et traitement, s'effectue dans l'ancienne carrière actuellement boisée afin de ne pas modifier les caractéristiques hydrographiques du secteur.

### **Alimentation des milieux humides**

Afin de pérenniser la fonctionnalité du milieu humide présent au sud de la zone, l'alimentation est préservée via l'implantation d'une noue/fossé en limite sud-ouest de l'opération qui collecte les eaux des lots situés au Sud de la voie principale.

Cet écoulement est dirigé vers l'ancien bassin de rétention de la base de vie qui est aménagé pour améliorer son intérêt environnemental. Les eaux de surverse viennent alimenter via un coursier enherbé, la prairie humide reconstituée à l'aval.

### **Caractéristiques des 2 ouvrages de rétention dimensionnés pour une occurrence décennale**

(cf tableau page 274 du dossier d'étude d'impact)



Le volume global de rétention est de 6 600 m<sup>3</sup> avec un débit de rejet de 84,5l/s.

Les ouvrages de rétention sont équipés d'un ouvrage de régulation et d'une surverse centennale.

#### Gestion des risques de pollution accidentelle.

Afin d'éviter un risque de pollution accidentelle au niveau de la zone humide préservée qui est alimentée par les eaux de ruissellement des lots situés au nord-ouest du projet, une zone de confinement est implantée en amont de l'ancien bassin de rétention de la base de vie qui sera réaménagé.

Il s'agit d'un ouvrage de 30 m<sup>3</sup> minimum implanté dans le fossé en amont et équipé d'un système de by-pass relié directement au bassin de rétention principal. L'ouvrage de sortie de cette zone de confinement est équipé d'une vanne guillotine et d'une cloison siphon.

Trois by-pass sont implantés sur les arrivées de chaque bassin de rétention et de la zone de confinement en amont de la zone humide afin de dévier les eaux en cas de présence de pollution accidentelle dans les ouvrages.

#### Article 15 : gestion des eaux usées

La charge polluante provenant de cette zone est estimée à 350 EH. Un réseau de collecte est implanté et transfère les effluents par refoulement sur le réseau existant au Sud du site vers la station d'épuration de Laval.

#### Article 16 : mesures compensatoires

Ces mesures figurent en annexe 1 du présent arrêté.

##### 16.1 – mesures compensatoires en faveur du bocage et des espèces associées

Pour compenser la suppression de 200 ml de reliquat bocager présent sur la partie sud-ouest de la zone, il est procédé à la création de 875 ml de haies plantées sur talus. Ces haies sont composées d'essences locales.

Les haies sont constituées d'une strate arbustive et arborée.

Les plants sont d'origine et de qualité conformes à l'arrêté préfectoral régional relatif au matériel forestier en vigueur, ou pour les espèces non mentionnées à cet arrêté, ils doivent être certifiés de provenance de l'ouest de la France.

Le taux de réussite des plantations est de 90 % dans les 3 ans qui suivent la plantation. Ce taux est assuré par la réalisation de regarnis.

L'implantation de ces haies permet de garantir les connectivités écologiques :

- liaison écologique entre les milieux humides présents sur la zone et le boisement au nord, avec la mise en œuvre d'un chemin creux recevant les eaux pluviales, enclavé par une haie bocagère de chaque côté ;
- trame bocagère sur toute la frange nord-ouest du site ;
- liaison en frange sud-est de la zone.

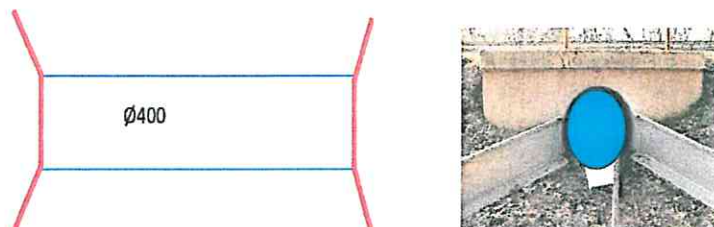
##### 16.2 – mesures compensatoires en faveur des zones humides et des amphibiens

L'ancien bassin de rétention de la base de vie est valorisé en mare pour améliorer la biodiversité et son lien avec la zone humide située à l'aval, avec une végétalisation du côté ouest du bassin par la mise en œuvre de banquettes végétalisées.

Cette amélioration vise à garantir un apport d'eau pérenne sur la prairie humide en créant un coursier sur le bassin permettant de créer un écoulement de surface à l'aval favorable à l'amélioration des conditions hydrologiques de ce milieu humide.

Pour conforter la perméabilité du pélodyte ponctué entre le boisement nord et la prairie humide sud-est du projet, un batrachoduc est implanté sous la voirie principale selon les caractéristiques suivantes : canalisation de 400 mm plane d'une longueur de 15 à 20 ml, implantée en sur-profondeur, et équipée de part et d'autre d'une bordure béton ou équivalent pour orienter les batraciens vers la canalisation.

*Vue de dessus*



### **16.3 – mesures d'accompagnement en faveur des chiroptères**

Les mesures de restauration de la Trame Verte et Bleue sont accompagnées d'une gestion de l'éclairage public adaptée respectant au mieux la faune volante conformément au dossier d'étude d'impact page 280.

Les candélabres publics ont un angle de projection de la lumière munie de capots réflecteurs et à LED, un verre lumineux plat et une hauteur de mat minimisée en fonction de l'utilisation. Ces mêmes préconisations sont imposées aux entreprises vis-à-vis des éclairages extérieurs ainsi que sur les éclairages muraux.

Les candélabres sont implantés uniquement le long de la voie principale ainsi que sur la voie de bouclage interne au projet. Aucun candélabre n'est implanté le long des chemins ou des trames vertes. Une vigilance est apportée à l'est de la zone, au niveau du couloir écologique recherché entre le boisement nord et le milieu humide au sud. Ce couloir ne dispose pas de candélabre et est sécurisé uniquement à partir des candélabres limitrophes.

### **16.4 – Mesures complémentaires**

Les espaces verts sont gérés de façon différenciée selon un plan de gestion pour prendre en compte les espèces et leurs habitats. L'entretien est limité et sans traitements phytosanitaires.

La Trame verte est renforcée à l'échelle du projet avec la mise en œuvre :

- d'espace vert d'accompagnement le long du réseau viaire existant ou à créer ;
- d'une frange végétalisée d'environ 10 ml en limite sud-ouest de la zone ;
- d'une intégration paysagère sur les futurs lots aménagés dans le cadre du règlement de la zone.

Les espèces exotiques envahissantes sont éliminées.

### **Article 17 : encadrement des actions du maître d'ouvrage**

La Communauté d'Agglomération de Laval charge son équipe de maîtrise d'œuvre de veiller à la conformité des travaux d'aménagement, d'évitement, de réduction et de compensation qu'elle suit au fur et à mesure de l'évolution du chantier.

Celle-ci suspend les travaux en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté et en réfère à la direction de l'entreprise qui avise des mesures à adopter.

### **Article 18 : plans de récolement**

Des plans de récolement comprenant les caractéristiques techniques des ouvrages et aménagements, les modalités de gestion et d'entretien, sont transmis à la DDT, trois mois au plus tard après l'achèvement des travaux.

### **Article 19 : mesures et suivis**

Des mesures de suivis sont proposées :

- suivi écologique réalisé par un écologue sur la partie sud-est de la zone : 2 expertises sur les 5 années suivant la viabilisation de la zone, en phase printanière afin de cibler le suivi de la population de batraciens ainsi que leur pérennité sur le site ;
- suivi des ouvrages de rétention, des voiries et des réseaux de collecte conformément au dossier d'autorisation unique page 156 ;
- suivi des mesures en faveur de la trame verte conformément au dossier d'étude d'impact page 284.

## **TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 20 : publication et information des tiers**

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- une copie de la présente autorisation est déposée dans chacune des communes concernées par le programme de travaux et listés à l'article 3 ;
- un extrait de la présente autorisation est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les communes concernées par le programme de travaux et listées à l'article 3. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- la présente autorisation est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales consultées ;
- la présente autorisation est publiée sur le site internet de l'Etat en Mayenne, pendant une durée minimale d'un mois.

### **Article 21 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le directeur départemental des territoires de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité de la Mayenne, le président de la Communauté d'Agglomération de Laval, le maire de la commune de Louverné, sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification est faite au président du Conseil Départemental de la Mayenne.

Le Préfet de la Mayenne,

Pour le Préfet et par délégation,  
le Directeur Départemental des Territoires,



Alain Priol

Délais et voies de recours :

*La présente décision peut être contestée, dans les deux mois qui suivent sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes.*

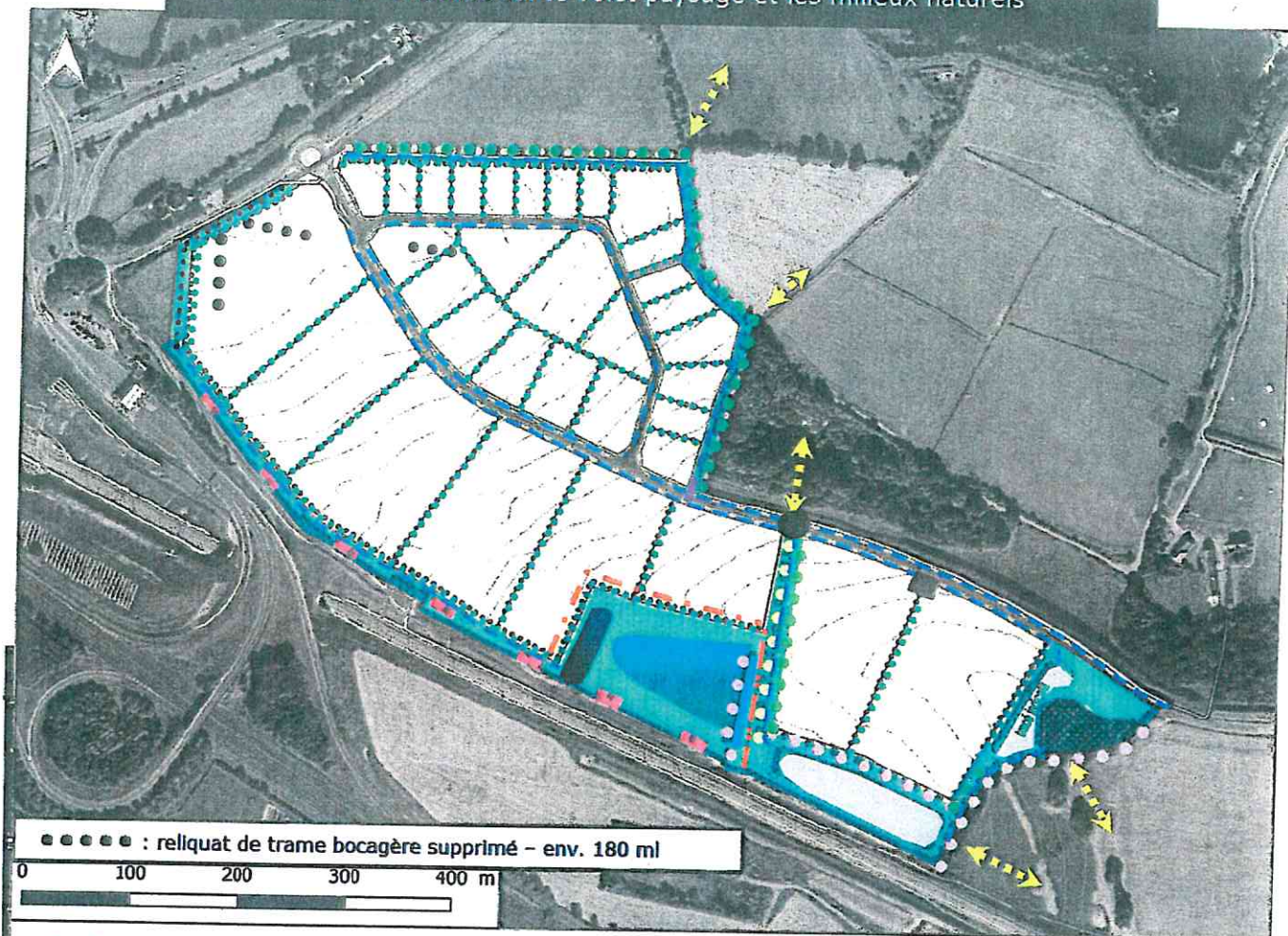
*Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique «Télerecours citoyen» accessible par Internet sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*














## Carte - Mesures sur le volet paysage et les milieux naturels












### Principales mesures d'évitement :

-  Préservation des taillis boisés existants - ancienne carrière.
-  Préservation de la mare existante où des espèces protégées ont été repérées - batraciens.
-  Préservation de la trame bocagère d'intérêt existante
-  Préservation et valorisation de la zone humide - prairie gérée de façon différenciée - fauche tardive.
-  Préservation et renforcement de maillage bocager existant

### Principales mesures de réduction :

-  Valorisation écologique du bassin de rétention existant (base de vie) en amont de la zone humide - végétalisation avec mise en œuvre de banquettes + mise en œuvre d'un coursier pour rejeter les eaux en surface sur la prairie humide.
-  Principales liaisons écologiques recherchées sur la zone en lien avec son environnement

### Principales mesures de compensation au stade du dossier de création modificatif :

-  Création de nouveaux linéaires bocagers
-  Gestion des limites séparatives des futurs lots par des espaces végétalisés imposés dans le cadre du règlement de la ZA - haie arbustive - Implantation indicative - découpage à la parcelle.
-  Espace vert sous la forme de zone prairiale gérée de façon différenciée - fauchage tardif
-  Linéaire de collecte des eaux pluviales sous forme aérienne et végétalisée - fossé / noue
-  Zone de rétention des eaux pluviales paysagère et végétalisée
-  Mise en œuvre de bosquets ponctuels en frange d'opération Sud
-  Mise en œuvre d'arbres et arbustes isolés en frange d'opération Nord-Ouest
-  Protection physique mise en œuvre durant la phase de travaux - barrière de chantier
-  batrodoc